

20 ANS plus tard, signature d'un Traité sur les océans : « Historique » pour Greenpeace



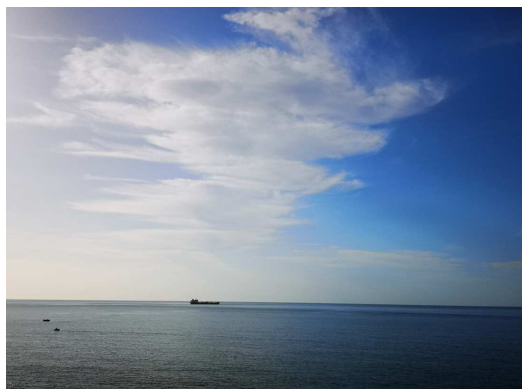
Un traité historique sur les océans a finalement été adopté par les Nations unies après presque vingt ans de négociations et d'intenses mobilisations de la société civile. Le texte va maintenant passer par une révision technique et une traduction, avant d'être officiellement adopté lors d'une autre session. Ce traité est une énorme victoire pour la protection des océans, et montre que le multilatéralisme a toujours sa place dans un monde de plus en plus divisé. L'adoption de ce traité réaffirme ainsi la volonté d'atteindre l'**Objectif 30x30 : convertir ou protéger 30 % des océans du monde d'ici à 2030**. Il ouvre la voie à la création d'aires marines entièrement ou hautement protégées dans tous les océans du monde. Le texte comporte cependant des lacunes, et les gouvernements doivent veiller à ce que le traité soit mis en pratique de manière efficace et équitable.

« C'est un jour historique pour la conservation des océans et le signe que dans un monde divisé, la protection de la nature et des personnes peut triompher de la géopolitique », souligne depuis New York, Laura Meller, chargée de campagne océans pour Greenpeace Nordics. *« Nous félicitons les pays d'avoir cherché des compromis, d'avoir mis de côté leurs différences et d'avoir élaboré un traité qui nous permettra de protéger les océans, de renforcer notre résilience face au changement climatique et de préserver la vie et les moyens de subsistance de milliards de personnes ».* *« Nous pouvons enfin passer des paroles aux actes. Les pays doivent adopter officiellement le traité et le ratifier le plus rapidement possible pour qu'il entre en vigueur, puis mettre en place les réserves marines entièrement protégées dont notre planète a besoin. L'heure est venue de poser des actions pour atteindre l'objectif 30x30. Le temps presse et nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers ».*

La **High Ambition Coalition** (qui comprend l'Union européenne, les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que la Chine) a joué un rôle clé dans la négociation de l'accord. Elle a fait preuve d'une volonté de faire des compromis dans les derniers jours des négociations et ont construit des alliances au lieu de semer la division. Les petits États insulaires ont fait preuve de leadership tout au long du processus. Le **Groupe G77** a montré la voie en veillant à ce que le traité puisse être mis en pratique de manière juste et équitable.

Le partage équitable des bénéfices monétaires provenant des ressources génétiques marines était un point de friction majeur. Ce point n'a été résolu que le dernier jour des négociations. La section du traité relative aux aires marines protégées met fin à la prise de décision par consensus, qui a prouvé ses limites dans la protection des océans par le biais des organismes régionaux existants, comme dans le cas la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique. Si le texte comporte encore des problèmes majeurs, il s'agit d'un traité viable qui constitue un point de départ pour la protection de 30 % des océans de la planète. *« En tant que militant, voir l'aboutissement d'un combat si long est rare et précieux. Mais le combat ne s'arrête pas pour autant, nous savons que nous devons continuer à défendre les océans face aux convoitises des industries et des États »,* rappelle François Chartier, chargé de Campagne Océans pour Greenpeace France. *« Trop de place est encore laissée à des activités aussi destructrices que l'exploitation minière en haute mer, dont les impacts dépasseraient largement les limites des zones minières ».* *« C'est pourquoi [une interdiction ou un moratoire sur l'exploitation minière en eaux profondes](#) est indispensable au traité mondial sur les océans, et la réunion de l'AIFM en mars prochain est une étape cruciale [1] ».*

L'Objectif 30x30, convenu lors de la COP15 sur la biodiversité, ne serait pas réalisable sans ce traité historique. Le dur travail de ratification du traité et de protection des océans commence maintenant. Il est essentiel que les pays ratifient de toute urgence ce traité et commencent à travailler à la création de vastes sanctuaires marins entièrement protégés couvrant 30 % des océans d'ici 2030. Protéger les océans est essentiel non seulement pour l'environnement mais aussi pour les personnes qui dépendent des océans pour survivre. Le système de gestion actuel est profondément inégal et injuste, et permet à une poignée de nations d'exploiter les ressources océaniques en haute mer sans partager une grande partie des bénéfices avec les communautés côtières voisines. Les petits États insulaires de l'océan Pacifique, dont les populations côtières dépendent fortement de la bonne santé des écosystèmes marins sains pour la nourriture, les moyens de subsistance et les emplois, sont les plus touchés par la destruction des océans.



Notes aux rédactions

[1] La prochaine réunion de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) aura lieu à Kingston du 16 au 31 mars prochain.

[2] La semaine dernière, Jane Fonda a remis [5,5 millions de signatures](#) de 157 pays exigeant un traité mondial sur les océans à Rena Lee, présidente des négociations de l'ONU.